



UNE PREMIÈRE VISITE AVANT UN RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE?

JULIEN FORTIN

Stagiaire au CECRI

C'est l'agence de presse officielle chinoise Xinhua qui a annoncé quelques heures après son départ, la visite non-officielle de Kim Jong Un à Pékin, du 25 au 28 mars 2018, à la suite de l'invitation du Président Xi.

La rumeur de la présence du leader nord-coréen dans la capitale chinoise a débuté par l'arrivée d'un train blindé en provenance de Corée du Nord, de la présence en masse de sécurité ainsi qu'un convoi diplomatique, toutes sirènes hurlantes, traversant la capitale chinoise en pleine nuit. Toutefois, et comme lors des visites de Kim Jong Il, ce n'est qu'après le départ de Kim Jong Un que l'information a été communiquée.

Dans cette longue communication, la camaraderie entre les deux chefs d'état est louée, la longue relation d'amitié vantée et les bases d'un nouveau départ sont posées.

En effet, il est de bon ton de parler des relations passées afin de relancer les nouvelles tant les dernières années entre la Chine et la Corée du Nord n'ont pas été de tout repos. Alors qu'il est le Guide Suprême de la Corée du Nord depuis 2011, il s'agissait de la toute première visite d'état de Kim Jong Un. Depuis 2011, les relations entre Pékin et Pyongyang se sont détériorées sur fond d'instabilités croissantes dans la péninsule coréenne.

Cette instabilité croissante est prin-

cipalement causée par des heurts aux frontières entre les deux Corées tels que les échanges de tirs d'artillerie à l'été 2015, mais aussi par l'escalade infernale d'invectives entre Pyongyang et Séoul, se menaçant à tour de rôle. Mais ce qui a provoqué la forte dégradation des relations entre les deux alliés historiques, ce sont les augmentations des essais nucléaires effectués par la Corée du Nord. Ainsi, durant les neuf premiers mois 2017, cinq tirs balistiques ont été réalisés ainsi que l'essai nucléaire le plus puissant à ce jour, se situant, selon les observateurs, entre 70 et 280 kt, c'est-à-dire plus de 3 à 14 fois plus que la bombe ayant détruit Nagasaki en 1945.

Cette gradation a eu comme parallèle l'augmentation des sanctions onusiennes à l'encontre de Pyongyang, de ses hauts-dignitaires ainsi que de ses industriels. Surtout, cette augmentation de la pression internationale sur la Corée du Nord et son économie a été non seulement tolérée par Pékin, mais aussi soutenue par celle-ci.

Déjà en mars 2016, la Chine avait soutenu la résolution 2270 du Conseil de Sécurité de l'ONU (CS). Or, cette résolution a marqué un tournant dans le dossier nord-coréen puisqu'il s'agissait à l'époque des premières sanctions économiques. A la fin de la même année, la résolution 2321 du CS était considérée comme étant composée des sanc-

tions les plus sévères et complètes prises par le Conseil de sécurité.

A l'été 2017, les résolutions 2356 et 2371 du CS ont été adoptées à l'unanimité. La première sanctionna des dignitaires et industries nord-coréens tandis que la seconde interdit à la Corée du Nord l'exportation de son charbon, son plomb, ses minerais ainsi que des produits venant de la mer.

Enfin, en septembre et en décembre 2017, les résolutions 2375 et 2397 du CS accentuèrent les sanctions précédentes avec le soutien de la Russie et de la Chine. Point significatif, la dernière série de sanctions n'a été l'objet de négociations entre la Chine, la Russie et les Etats-Unis que durant une semaine alors que précédemment, cela pouvait prendre au moins un mois. Cela indique que le comportement et les essais répétés nord-coréens ont comme conséquence significative d'irriter également la Russie et la Chine.

Ce soutien chinois aux résolutions de l'ONU à l'encontre de la Corée du Nord et de ses essais nucléaires n'a certainement pas été apprécié par Pyongyang. Qui plus est, les exportations nord-coréennes vers la Chine ont drastiquement diminué ce qui a probablement posé des problèmes au régime communiste coréen, ainsi que la fermeture d'usines nord-coréennes en Chine et le renvoi d'ouvriers nord-coréens chez eux, alors qu'il s'agissait d'une manne de devises étrangères

dont le pays a drastiquement besoin.

Le soutien chinois aux sanctions internationales envoie un message clair à Pyongyang, celui de lever le pied sur son programme nucléaire. Les derniers essais en date ont provoqué des réactions régionales dont la Chine se serait bien passée. En conséquence de ces essais, le Japon a fortement augmenté son investissement militaire en vue de se protéger contre les missiles nord-coréens, tandis que la Corée du Sud et les Etats-Unis se sont rapprochés malgré les propos de l'administration Trump qui auraient pu laisser croire, avant son accession à la Maison Blanche, qu'une réduction de la présence américaine dans la péninsule coréenne était envisageable.

Au grand dam de Pékin, Pyongyang et Washington passent l'année 2017 à s'investir, à se menacer l'un et l'autre de destruction massive dès que l'autre hausse le ton, tandis que la Chine prône, à chaque round, discussions et négociations. Autrement dit, 2017 a vu une montée de risques palpables dans la péninsule coréenne.

Toutefois, les années se suivent mais ne se ressemblent pas. 2018 s'est ouverte sur un rapprochement historique entre les deux Corées à l'occasion des Jeux Olympiques d'Hiver de Pyeongchang.

Lors de l'ouverture des Jeux, les deux pays ont défilé ensemble et, durant les épreuves, ont formé une seule équipe de hockey. De plus, la Corée du Nord y a envoyé une « armée de charme » devant soutenir leur équipe commune : les 229 pom-pom girls ayant fait beaucoup parler d'elles.

Durant toute la durée des Jeux, de Hauts dignitaires Nord-Coréens sont venus assister aux épreuves. Parmi ceux-ci, Kim Yo-Chung, sœur de Kim Jong-Un, ou encore Kim Yong-Nam, chef de l'état officiel de la Corée du Nord selon le protocole nord-coréen, ce qui représente une première historique à ce niveau.

Ces rencontres olympiennes s'inscrivent pleinement dans la logique de la diplomatie sportive. Celle-ci est différente de la diplomatie étatique et traditionnelle dans le sens où elle

peut se permettre des actions qui ne peuvent encore avoir lieu sur la scène des relations internationales. Elles peuvent préfigurer des relations ultérieures tout comme jouer un rôle actif important dans les tensions directes entre Etats¹. Qui plus est, cette diplomatie démontre que le sport est, outre un outil politique entre Etats, aussi un moyen pour la population de s'identifier. Si une équipe intercoréenne a été formée et soutenue par les pom-pom girls nord-coréennes sur le territoire de la Corée du Sud, l'idée que ces deux peuples pouvant s'accepter et s'unir peut s'immiscer dans les esprits et croître.

A la suite de ce dégel sous forme sportive, Pyongyang et Séoul ont convenu d'un nouveau sommet intercoréen, pour la fin avril 2018, le troisième du genre après ceux de 2000 et 2007. Toutefois, c'est surtout la proposition nord-coréenne mais aussi l'acceptation américaine d'une rencontre entre Kim Jong-Un et Donald Trump avant la fin mai 2018 qui a surpris la communauté internationale.

A l'approche de ces deux rencontres exceptionnelles et historiques, il n'est pas étonnant que le leader nord-coréen ait voulu s'entretenir avec l'allié historique de Pyongyang. En effet, en-dehors de la rhétorique marxiste et anti-américaine, Kim Jong Un et la délégation nord-coréenne vont devoir négocier avec les Américains en gardant des exigences réalistes. Or, en face, Washington avancera très probablement des conditions extrêmement difficiles en vue de la dénucléarisation de la Corée du Nord. En vue des négociations, il est donc primordial pour Pyongyang de pouvoir s'appuyer sur le soutien sans faille de Pékin. Sans ce soutien, le rapport de force serait disproportionné.

Néanmoins, selon la dépêche de Xinhua du 28 mars, c'est bien à l'invitation du Président Xi Jinping que Kim Yong Un s'est rendu à Pékin. C'est en effet un point à ne pas minimiser. L'influence de la Chine dans la région et surtout dans ce débat ne doit pas être oubliée. Le Président Xi Jinping veut, en effet, en rester un élément clef, et participer aux négociations, ne fut-ce qu'en seconde ligne. De plus, il offre

un poids aux débats et tractations à la Corée du Nord face à aux Etats-Unis.

En d'autres termes, tant la Corée du Nord que la Chine ont eu des intérêts à ce que cette rencontre se fasse quelques semaines avant le sommet intercoréen et le sommet Corée du Nord-Etats-Unis. La Chine réaffirme sa position régionale dans le débat sans se laisser distancer par Washington et la Corée du Nord retrouve son allié, lui apportant une position rassurante en vue des négociations à venir.

A la lecture du même article de Xinhua, Kim Jong Un a officiellement déclaré que la dénucléarisation de la péninsule coréenne a toujours été un objectif de la Corée du Nord même sous ses prédécesseurs. C'est un point étonnant puisque jusqu'il y a peu, la question du nucléaire était non-négociable pour Pyongyang. Ces pourparlers ont clairement comme objectif la dénucléarisation de la Corée du Nord mais rien n'a encore été demandé en contrepartie. Toutefois, obtenir une solution durable à cette situation ne semble déjà pas aisée, Kim Yong Un affirmant que cela ne se fera pas sans la « bonne volonté » de la Corée du Sud et des Etats-Unis ainsi que la mise en place « d'une atmosphère de paix et de stabilité en prenant des mesures progressives et synchronisées pour parvenir à la paix ». Cette rhétorique est ambivalente car tout en visant la paix constructive en tant qu'objectif final des négociations, il n'en reste pas moins qu'elle pourrait être utilisée par les deux camps pour couper court aux discussions en jugeant que l'attitude de l'interlocuteur vise tout autre objectif que la paix. La Corée du Nord pourrait ainsi argumenter que les volontés américaine et sud-coréenne sont motivées uniquement par la mise au pas de l'indépendance nord-coréenne au lieu de la création d'une paix durable sur le même pied d'égalité tandis que Séoul et Washington pourraient arguer que Pyongyang n'est pas sérieuse dans sa recherche de paix et que ces négociations sont un ultime effort pour prolonger son programme nucléaire.

Nous pouvons également nous demander à quel point la Corée du

Nord désire instaurer cette paix, et à quel prix ? Si les Nord-Coréens ont affirmé à plusieurs reprises, depuis l'annonce du sommet de fin mai 2018 avec Washington, qu'ils étaient prêts à discuter de la dénucléarisation de la Corée du Nord, quelles compensations exigeraient-ils de la part des Etats-Unis ? Si en contrepartie, Kim Jong Un demande une levée totale ou partielle de ces sanctions avec un apport d'aides internationales, financières et/ou alimentaires, la politique des sanctions aurait porté ses fruits. Néanmoins, ce ne serait pas la première fois que Pyongyang tente de négocier sur la dénucléarisation afin d'obtenir des aides. Or, cela n'a jamais fonctionné par le passé, le programme nucléaire de la Corée du Nord ayant perduré et s'étant développé. La Corée du Nord pourrait également choisir d'exiger le départ des presque 24'000 soldats américains de la Corée du Sud voire la fin de l'alliance entre Séoul et Washington. Or, si la première exigence peut rencontrer un désidérata économique du Président Trump, la fin de l'alliance entre les USA et la Corée du Sud serait inadmissible pour les Etats-Unis. De plus, la décision prise en 2014 de reporter le transfert de l'OPCON² au milieu des années 2020 est un exemple démontrant que Séoul n'est pas prête à abandonner le soutien militaire des Etats-Unis et se retrouver seule face à la potentielle menace nord-coréenne.

De l'autre côté, à quel point Washington désire-t-elle négocier avec Pyongyang ? Des questions peuvent être soulevées notamment à la suite de la nomination en tant que nouveau Secrétaire d'États, l'ancien patron de la CIA, Mike Pompeo et celle de Bolton en tant que Conseiller à la Sécurité nationale. Ceux-ci ne sont en effet pas reconnus pour avoir une position favorable envers la Corée du Nord. Les positions du nouveau Secrétaire d'États sont beaucoup plus tranchées que celles de son prédécesseur. Ces nominations augurent dès lors des négociations difficiles où la position des Etats-Unis sera intransigeante.

Quoiqu'il en soit, cette visite à Pékin est le préambule d'événements historiques dans la péninsule coréenne

où l'ensemble des intervenants tentent de prendre toutes les assurances nécessaires afin de renforcer leurs positions respectives.

Les intérêts pour la région et même pour la communauté internationale toute entière sont très élevés, les résultats espérés de ces deux (US-CdN et CdS-CdN) sommets le sont donc tout autant. Si un accord est finalisé, les tensions régionales diminueraient ce qui permettrait à la région de construire une paix inconnue depuis près d'un siècle³. Avec l'installation d'une paix durable et le retrait des sanctions onusiennes, la Corée du Nord serait un marché économique avec lequel la Chine pourrait facilement s'entendre. L'avantage pour la Chine ne s'arrêterait pas aux aspects économiques puisqu'il serait possible que, pour des raisons économiques, les Etats-Unis diminuent la taille de son contingent dans la région, diminuant ainsi la pression sur Pékin qui réaffirmerait sa domination régionale.

Néanmoins, le spectre de la réunification des deux Corées planera sur ces négociations ainsi que dans les ministères des Affaires étrangères des pays régionaux non-impliqués dans ces sommets. Si, depuis 2000, la Corée du Nord et la Corée du Sud se sont engagées à viser la réunification de la péninsule, leurs démarches n'ont jamais été plus abouties que l'ouverture de centres touristiques au nord, l'utilisation d'une ligne de fret par les deux Corées permettant ainsi de désenclaver le sud et des retrouvailles organisées pour des familles séparées par le 38e parallèle⁴.

Cette réunification pose de nombreuses questions pour le futur des relations diplomatiques entre Etats et pourrait changer le rapport de force dans la région. La potentielle Corée unie deviendrait une puissance économique mais aussi une puissance militaire qui compterait dans la région. Néanmoins, le point d'achoppement réside dans la position sur la scène internationale que prendrait la Corée.

Tant le Japon que les Etats-Unis ne verraient pas d'un bon œil que la Corée réunie se positionne en faveur de la Chine. Le Japon, outre

d'avoir un nouveau concurrent économique et militaire, se verrait esseulé dans sa propre région sur la scène diplomatique et cela lui poserait des problèmes de sécurité. Quant aux USA, ils perdraient une assise régionale importante par laquelle ils peuvent faire pression sur la Chine, voire sur la Russie.

Pendant, si la nouvelle Corée prend le parti du Japon et des Etats-Unis, la Chine perdrait cette zone tampon que représente la Corée du Nord. Ce tampon lui permet de ne pas partager une frontière directe avec un allié des USA. Or, si la Corée unie est alliée à Washington, la zone d'influence américaine serait aux portes de la Chine, situation qu'elle ne pourrait pas accepter pour des raisons de sécurité.

Enfin, la possibilité que la potentielle future Corée puisse se revendiquer comme état neutre, entre Chine et Etats-Unis, existe. Elle pourrait ainsi jouer un rôle de médiatrice entre les deux grandes puissances. Toutefois, dans une telle situation, ces deux états auraient moins d'intérêts qu'actuellement, hormis de réduire les tensions régionales.

La question sécuritaire est donc un élément important de cette réunification. Mais celle à propos du nucléaire doit être prise en compte si un tel événement a lieu. Étant donné que la dénucléarisation de la Corée du Nord est une exigence de la communauté internationale, la péninsule coréenne ne pourrait être réunie qu'à condition d'être totalement dénucléarisée.

En d'autres termes, la réunification des deux Corées est à la fois espérée et crainte par tous les acteurs de la région.

En revanche, si les discussions devaient se solder par un échec, l'instabilité régionale perdurerait et l'ombre de cette débâcle diplomatique appesantirait les relations entre les acteurs régionaux. En effet, il faut s'attendre au fait que les frustrations de ne pas avoir été entendu pourraient exacerber les tensions déjà existantes.

Dès lors, il est nécessaire de rester circospect sur cette détente actuelle. En effet, même si les deux sommets

à venir peuvent aboutir à un début d'évolution positive pour la région, il suffirait d'un petit grain de sable pour enrayer le mécanisme diplomatique. Cela aurait comme conséquences de clore prématurément ce chapitre, qui se veut salubre, et un retour à des positionnements campés et des discours belliqueux qui risqueraient de déstabiliser toute la région tout en mettant au frigo les espoirs de paix régionale pendant plusieurs années.

NOTES DE FIN

1. En 1986, une rencontre entre le général pakistanais Zia et le premier ministre indien Rajiv Gandhi lors d'une rencontre de cricket permet de diminuer les tensions entre les deux pays qui étaient alors au bord de la guerre.

2. L'OPCON est le contrôle opérationnel des troupes sud-coréennes en tant de guerre. Celles-ci sont sous les autorités américaines depuis la fin de la guerre en 1953.

3. En 1910, la Corée devient une province du Japon à la suite du protectorat installé cinq ans plus tôt. En 1919, la péninsule se révolte contre l'occupant japonais tandis que la mainmise japonaise sur la Corée se raffermi jusqu'à sa capitulation en 1945. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, la Corée est déchirée en deux, menant au conflit de 1950-1953.

4. Le 38e parallèle a été utilisé en 1945 pour créer la frontière séparant les régions occupées par les Américains et les Soviétiques. Après la guerre de Corée, en 1953, la frontière marquant la séparation entre les deux Etats coupe le 38e parallèle du sud-ouest au nord-est.

BIBLIOGRAPHIE

http://french.xinhuanet.com/chine/2018-03/28/c_137071662.htm (accessible le 9 avril 2018)

<http://www.foxnews.com/politics/2018/03/11/cia-chief-pompeo-says-no-concessions-to-north-koreas-kim-jong-un-before-talks>.

html (accessible le 9 avril)

Frank., R. (2012). Chapitre 17. Internationalisation du sport et diplomatie sportive. In R. Frank, *Pour l'histoire des relations internationales* (pp. 387-405). Presses Universitaires de France

Leveau.,A.(2013).CoréeduSud-Etats-Unis. Une relation sous influence. *Outre-Terre*, vol. 37, n° 3, pp. 327-342.

Conseil de sécurité, Résolution 2270 (2016), 2 mars 2016.

Conseil de sécurité, Résolution 2321 (2016), 30 novembre 2016.

Conseil de sécurité, Résolution 2356 (2017), 2 juin 2017

Conseil de sécurité, Résolution 2371 (2017), 5 août 2017

Conseil de sécurité, Résolution 2375 (2017), 11 septembre 2017

Conseil de sécurité, Résolution 2397 (2017), 22 décembre 2017

Julien Fortin est stagiaire au Centre d'Etudes des Crises et des Conflits Internationaux (CECRI).

